

## Les cheminots mobilisés contre la réforme ferroviaire

# UNE GRÈVE D'UTILITÉ PUBLIQUE

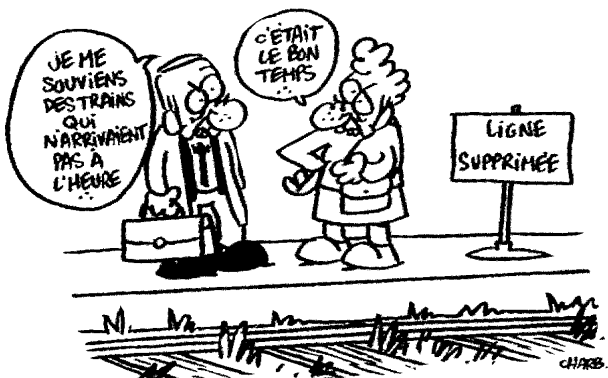
Il y a 17 ans, la droite au pouvoir éclatait la SNCF en deux entreprises, contre l'avis de la grande majorité des travailleurs du rail.

Aujourd'hui, tout le monde doit reconnaître que cette scission n'a apporté que des dysfonctionnements. La récente affaire des gabarits incompatibles entre trains et quais en est une énième illustration. Le rail continue de souffrir d'un manque de moyens pour assurer son développement, alors que celui-ci est incontournable pour apporter des réponses sérieuses et durables aux besoins de déplacement des personnes et de transport des marchandises.

### Projet de loi du gouvernement : la fausse bonne solution !

Ce projet de loi n'offre aucune perspective sur le financement de la rénovation et du développement du réseau. Pourtant, la majorité des désagréments quotidiens subit par les usagers provient d'un état dégradé des infrastructures qui ont été délaissées depuis plusieurs années.

Le projet ne revient pas sur le nœud du problème qui est la dette importante contractée par l'Etat au nom de la SNCF.



Ces investissements sont pourtant nécessaires (création de lignes à grande vitesse, entretien, régénération du réseau existant...) afin de répondre au développement du service public ferroviaire, à l'aménagement du territoire, aux besoins de l'intérêt général.

### Une autre voie est possible !

Le ferroviaire ne peut être laissé aux mains de la concurrence et du marché. C'est un enjeu stratégique national, une garantie fondamentale de la souveraineté de la France et de l'égalité des territoires.

Le PCF soutient la proposition faite par la CGT de confier à une structure de défaisance la dette du système ferroviaire. Il est inacceptable que celle-ci pèse sur les conditions de travail et de vie des travailleurs du rail, ou sur les investissements en rénovation et modernisation du matériel et du réseau.

La lutte contre le démantèlement du service public, est l'affaire de tous les Français. Le PCF appelle le gouvernement à refuser de s'engager dans le sillon des politiques d'ouverture à la concurrence, dont les effets plus que néfastes ne sont plus à prouver.



MEMBRE DU

FRONT DE GAUCHE